

LES "RÉSERVES EXTRACTIVISTES" : UN NOUVEAU MODÈLE POUR L'AMAZONIE ?

CATHERINE AUBERTIN

Entre le discours écologiste, qui a beaucoup pesé dans la décision de créer les "réserves extractivistes" et les problèmes fonciers, économiques et sociaux auxquels elles sont censées apporter une solution, le fossé est grand : la genèse et les contradictions d'une notion tentant la synthèse – impossible ? – entre la solution d'un problème social et l'objectif d'un développement durable.

26 MAI 1995

ORSTOM Fonds Documentaire

N° 41681 ex.

Cote B

Résumé en anglais p. 115

La création de "réserves extractivistes" constitue une des réponses du Brésil à la forte pression écologique internationale condamnant le défrichement inconsidéré de la forêt amazonienne. Elle est aussi une réponse à la lutte pour la terre des travailleurs de l'extractivisme menacés par la disparition de la forêt. Au sommet de la Terre de Rio 92, les réserves extractivistes sont présentées comme une solution "durable" à la mise en valeur de l'Amazonie.

Mais, parce que les réserves ont été pensées et construites comme contre-modèle au développement prédateur poursuivi jusqu'alors en Amazonie, elles ont acquis un statut de champ d'expérimentation qui

dépasse largement la concession diplomatique aux pays créditeurs ou la solution juridique d'un problème foncier local. Les nombreux parrains, aux intérêts distincts, qui ont participé à la naissance des réserves extractivistes, ont contribué à en faire le théâtre des relations idéales que l'homme devrait entretenir avec la nature.

Le propos de cet article est de donner des informations sur ce projet original, de souligner ses enjeux et ses contradictions. Il est aussi de montrer comment le discours écologique peut élaborer des représentations idéalisées peu conformes aux enseignements de l'histoire et aux aspirations des populations concernées.

Après une présentation de l'extractivisme, on retracera l'émergence des réserves, puis les difficultés de leur mise en œuvre dans des espaces en profonde mutation, enfin les dérives auxquelles peut conduire le concept de développement durable.

LA CONSTRUCTION POLITIQUE DES RÉSERVES EXTRACTIVISTES

L'extractivisme

Un néologisme pour une réalité multiforme

Le mot est un néologisme forgé à partir du mot portugais *extractivismo* utilisé dans les statistiques économiques brésiliennes pour désigner les activités d'extraction de produits naturels : exploitation

minière et forestière, certaines formes de pêche et de chasse, cueillette...

Cette notion d'extraction relève de l'esprit pionnier : les produits de la terre sont offerts à ses conquérants et colonisateurs. Les rapports des Brésiliens avec leur territoire doivent se comprendre à la lumière de l'histoire de la conquête coloniale : il faut se rendre maître de la plus grande étendue de terre possible, sans souci des capacités de mise en valeur ou des besoins économiques à satisfaire. La frontière doit toujours être repoussée plus à l'Ouest. Les ressources naturelles, supposées infinies, sont exploitées sans souci de préservation, dans un but d'enrichissement immédiat. C'est pour cette raison culturelle que l'extractivisme végétal ne peut se confondre avec la cueillette. Car la cueillette des produits de la forêt se rattache à une économie de subsistance, combinée ou non à l'agriculture, et visant à la reproduction du groupe domestique. Les plantes exploitées pour l'autoconsommation ou les échanges non marchands, ne sont pas recensées dans les statistiques économiques et sont alors exclues de la rubrique extractivisme. On n'a donc que très peu de données sur les petits marchés locaux de produits alimentaires.

Une deuxième raison pour justifier l'emploi du terme "extractivisme" est que les activités extractivistes dépendent d'un marché et plus particulièrement d'un marché d'exportation. Il s'agit d'activités marchandes dont la plupart font l'objet de statistiques douanières. Les produits les plus connus sont le caoutchouc et la noix du Brésil.

RÉSUMÉ : Les réserves extractivistes : un nouveau modèle pour l'Amazonie ?

À la fin des années quatre-vingt, les mouvements écologistes internationaux et le mouvement syndicaliste des *seringueiros* se sont rencontrés pour s'opposer au défrichement inconsidéré de l'Amazonie. De cette union est né le projet de "réserves extractivistes", nouveau modèle d'occupation de l'Amazonie où le peuple de la forêt pourrait expérimenter des relations sociales et des activités économiques non prédatrices de l'environnement.

Cet article retrace la construction politique des réserves extractivistes et analyse les difficultés de leur mise en œuvre. Il montre comment les représentations entre hommes et nature qui sont en jeu dans ces réserves font abstraction de l'histoire des travailleurs de l'extractivisme et du contexte politique et économique brésilien.

D'autres produits à l'exotisme un peu désuet sont encore exportés : la *sorva* qui entre dans la fabrication des gommes à mâcher, l'essence de bois de rose utilisés en parfumerie de luxe comme fixateur, la fibre de *piassava* utilisée pour des balais très prisés au Brésil et au Portugal, des gommes et des huiles essentielles.... (Tableau 1). L'extractivisme est soumis à une demande qui peut disparaître avec les modes, les besoins stratégiques du marché mondial, les subventions nationales, la découverte de produits de

substitution, ou la mise en culture des espèces auparavant exploitées en forêt.

On peut dès à présent faire une constatation : si l'extractivisme est une activité pratiquée dans toute l'Amazonie, la dispersion et l'hétérogénéité des peuplements végétaux imposent des pratiques locales très diversifiées. L'extractivisme ne dépend pas d'une pratique d'exploitation particulière. Sont exploités des arbres que l'on saigne (hévéa), comme des arbres que l'on abat (bois de rose) ou dont on ramasse les fruits

NBM	Produits	1984		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991	
		poids kg	US\$														
0801.20.0200	Noix du Brésil (entières)	3 113 457	3 057 707	5 766 769	5 166 266	2 499 987	2 330 957	4 401 617	4 804 407	3 725 862	4 111 385	2 694 768	3 080 997	3 815 053	4 554 221	2 988 078	4 045 404
0801.20.0300	Noix du Brésil (décortiquées)	441 360	736 503	654 200	1 014 753	779 380	1 396 732	364 700	919 850	324 640	751 800	32 000	89 319	302 800	743 433	275 600	712 589
0801.20.9900	Noix du Brésil (autres)											410 980	1 171 550	19 520	48 672		
1207.90.0700	Fèves de Tonka	9 500	97 402	3 020	22 120	17 120	81 660	8 835	40 415	7 600	29 020	4 560	8 820	5 080	20 120	9 200	44 247
1301.90.0200	Huile de Copaiba	101 916	263 251	47 320	116 374	41 338	114 757	106 786	550 901	88 996	349 638	50 190	204 868	44 181	378 102	79 208	598 647
1403.90.0100	Piassava	114 500	123 700	45 000	40 500	65 100	58 870	107 300	102 650	38 500	36 000	66 500	64 500	45 000	45 000	15 000	15 000
3006.40.0300	Cones de Gutta-percha							86	6 803	92	73 317	163	122 762	204	126 476	164	85 290
3301.29.0900	Essence de Bois de rose	104 580	1 417 030	42 660	444 107	16 920	182 682	18 180	334 221	57 536	1 390 176	54 100	1 560 879	36 082	1 131 363	40 420	1 328 056
3823.90.9999	Chiche	1 138 541	3 774 799	1 559 780	5 111 418	1 830 915	6 183 151	991 351	3 146 501	931 475	3 085 801	778 956	2 853 258	632 425	2 693 681	534 725	2 486 756
4001.30.0100	Balata	2 900	6 393	4 587	10 112	5 000	11 023										
4001.30.0200	Gutta-percha									60	3 700						
4001.30.9900	Maçaranduba	54 968	78 764	3 028	4 115	3 129	4 138										
TOTAL EXTRACTIVISME		9 555 549		11 929 765		10 363 973		9 905 748		9 830 837		9 156 953		9 741 068		9 315 989	
TOTAL DES EXPORTATIONS ensemble de la zone franche		50 568 569		52 649 386		39 413 519		50 050 234		68 276 797		59 541 976		66 373 851		70 803 848	
PART DE L'EXTRACTIVISME %		18,90 %		22,66 %		26,30 %		19,79 %		14,40 %		15,38 %		14,68 %		13,14 %	

Tableau 1 - Exportations des produits de l'extractivisme végétal - État d'Amazonas.

Source : Banque du Brésil (CADEX) - Association des exportateurs de la zone franche de Manaus

(noix). Le caractère prédateur de l'activité sur la plante et sur l'espèce doit être nuancé suivant les produits. Certaines plantes sont protégées, d'autres sont exploitées dans leur état sauvage ou sous une forme cultivée. Quant aux produits ils sont séchés, distillés, coagulés ou décortiqués...

Pour résumer, on peut dire qu'il y a autant de formes extractivistes qu'il existe de produits naturels ayant un marché. Le type d'extractivisme existant en un lieu donné est fonction de la ressource convoitée, de l'écosystème sur lequel il repose, de l'économie dont il dépend pour ses débouchés, du contrôle du foncier et de la forme de mobilisation de la main d'œuvre.

L'importance de l'extractivisme est due à son rôle moteur dans l'occupation du territoire amazonien. Il est indissociable de l'histoire de la formation économique et sociale. Tous les Amazoniens du fleuve connaissent au moins une vingtaine de produits. Ils ont tiré ou tirent encore une partie importante de leurs revenus de l'extractivisme, et enfin, en ce qui concerne le caoutchouc ou la noix du Brésil, ils ont tous travaillé avec un patron sous le régime de l'*aviamento*.

Un système inusable : l'*aviamento*

Les besoins de l'industrie du pneumatique et de l'industrie automobile qui prennent leur essor à la fin du XIX^e siècle ont été couverts grâce à l'extension d'un système de relations de travail : l'*aviamento*.

Au siècle dernier, durant l'épopée du caoutchouc, des centaines de milliers de Nordestins, les habitants de la région nord-est du Brésil célèbre pour ses terribles sécheresses, se sont enfoncés dans la forêt pour recueillir le latex. Le *seringueiro*, le travailleur qui saigne l'hévéa, est seul sur son chemin de collecte qui dessert en moyenne 300 hectares de forêt. Son unique contact avec le monde extérieur passe par son patron. Le pouvoir du patron repose sur la maîtrise des voies fluviales, bien davantage que sur la propriété de la terre. C'est ce contrôle absolu de l'accès au marché qui permet le fonctionnement du système de l'*aviamento* : le

coût de subsistance du *seringueiro* en forêt est avancé en nature par un ensemble de biens de consommation courante, le *ranchinho*, pour être théoriquement remboursé par la livraison des produits. Les barons du caoutchouc, au sommet de la pyramide de l'exploitation, drainent vers eux toute la production des petits patrons et producteurs des fleuves. L'offre des produits de l'extractivisme est liée à la constitution de ces réseaux de clientèle, à la nécessité de l'échange en marchandises, là où l'argent ne vaut rien, au fond de la forêt.

Ces relations sont très complexes et ce système a connu des applications très diverses. Certains ont pu parler d'esclavage en rapportant de nombreux cas où le travailleur ne pouvait s'échapper ou vendre sa production à un autre patron sous peine de mort. Endetté à vie, dans l'impossibilité de rembourser le coût du voyage de son village du Nordeste jusqu'à son chemin de collecte sur un affluent du fleuve, puis les *ranchos* successifs, le travailleur, qui par un curieux retournement sémantique devient le client, *freguês*, de son patron, lui est éternellement lié. Le fameux livre de comptes sur lequel est notée, année après année, la fiction comptable de l'accroissement du solde négatif au profit du patron est

un grand classique de la littérature amazonienne (Ferreira de Castro, 1988) et un fantasme de chercheur (Geffray, 1992).

Ce modèle subsiste encore malgré l'avancée des routes, la monétarisation des échanges, le désintérêt pour les produits. Dans l'État du Para, la région de ramassage des noix a encore récemment été le théâtre de nombreuses violences : tout est fait pour dissuader le "client" de s'affranchir de sa dette quand il le peut. En revanche, d'autres observations (Pinton et Emperaire, 1992) tendent à montrer que les liens de dépendance sont de type paternaliste et que l'on peut s'interroger sur la nature et sur la fonction de cette dette, comme le fait Christian Geffray (1992) en parlant de *dette fictive*. Car ce système constitue une sécurité pour le "client" quand détenir de la monnaie ne donne pas pour autant accès à la consommation. Quel que soit le résultat de la récolte et du niveau de l'inflation, le client sera livré en biens de première nécessité pour l'année. Le patron arrange souvent les mariages et devient le parrain des enfants. Il prête son embarcation et fournit les médicaments.

Cette protection s'exerce également en ville. Les travailleurs que l'on rencontre

LE PROJET "EXTRACTIVISME VÉGÉTAL EN AMAZONIE CENTRALE. VIABILITÉ ET DÉVELOPPEMENT"

Cet article s'inscrit dans le cadre des travaux menés depuis 1990 par une équipe franco-brésilienne regroupant des chercheurs des sciences de la nature et des sciences sociales de l'ORSTOM et de l'INPA.*

Le but du programme est :

- d'évaluer les capacités des systèmes de production à composante extractiviste à assurer un développement durable, en prenant en compte leurs aspects écologiques, économiques et sociaux ;

- de contribuer à leur optimisation en améliorant les connaissances sur les espèces utilisées dans une optique de meilleure gestion des ressources forestières et/ou de mise en valeur agroforestière.

On trouvera les premiers résultats synthétiques du programme dans :

Lescure et al. (1993). *Les activités extractivistes en Amazonie centrale : une première synthèse d'un projet multidisciplinaire*. Rapport final d'activité d'un contrat UNESCO, Division des Sciences Écologiques, ORSTOM-INPA, 18 p. multigr. et 48 p. multigr.

Lescure J.-P., Pinton F. et Emperaire L. (1995). *Man and forest products in central Amazonia : a multidisciplinary approach of extractivism*, Extractivism in the Amazon, MAB DIGEST, UNESCO.

* ORSTOM : Institut français de recherche pour le développement en coopération, Paris ; INPA : Instituto nacional de pesquisa da Amazônia, Manaus (AM). Le projet a reçu l'appui de l'UNESCO, de la CEE, du programme SOFT du Ministère de l'Environnement et de l'Action incitative DURR de l'ORSTOM.

à Manaus dans les très vieilles usines de traitement des produits sont âgés et fidèles à l'entreprise. Leurs conditions de travail sur des machines datant du début du siècle paraissent archaïques. Pourtant, ils sont sûrs de bénéficier d'une retraite qu'assurera le patron, avantages qu'une entreprise moderne de la Zone franche de Manaus ne pourra assurer malgré le contraignant et non respecté droit du travail brésilien. La protection des patrons constitue en Amazonie la meilleure couverture sociale.

Aujourd'hui les empires économiques des barons du caoutchouc se sont écroulés. Quand ils ont su avec succès diversifier leurs activités, ils conservent cependant leurs réseaux du "travail des produits" qui leur confèrent un prestige et une assise politique incontestés. Les traditions de clientélisme l'emportent sur les rapports salariaux. Les industriels de la Zone franche de Manaus, qui manient pourtant des sommes autrement considérables, ne pourront que difficilement acquérir ce pouvoir (Aubertin, 1993).

En 1985, l'extractivisme est un secteur en déclin, ignoré des manuels d'agriculture tropicale et qui semble condamné par la modernisation des échanges, l'avancée des fronts pionniers, l'exode rural, la destruction de la forêt. Il est synonyme de pauvreté et d'arriération.

La bannière écologique se déploie

L'année 1985 est la dernière du régime militaire, c'est aussi l'année de la première réunion à Brasília du Conseil National des Seringueiros (CNS). Les éléments de la construction politique des réserves extractivistes se mettent en place.

Un nouveau cadre politique

Le gouvernement Sarney, premier président civil depuis 1964 mais non élu par le suffrage universel, entreprend de démocratiser la vie politique. Cette démocratisation se fait au détriment du pouvoir central et au profit de l'affirmation des pouvoirs locaux. La décentralisation fait revenir sur le devant de la scène politique les

anciennes oligarchies régionales. En l'absence d'un État fort, les opinions internationales jouent un rôle déterminant dans la conduite des affaires publiques. La sensibilité aux pressions internationales est plus forte : la dette et la crise économique poussent à chercher des financements à l'extérieur.

L'Église catholique qui regroupait l'opposition au régime militaire, perd son rôle hégémonique. Les syndicats, les partis politiques, les mouvements revendicatifs urbains, une multitude d'associations et de groupes religieux forment un paysage politique confus et se nourrissent de l'effacement de l'État. La "société civile" est multiforme. En l'absence de réformes économiques majeures, les anciens modèles de paternalisme et de clientélisme jouent le rôle régulateur que la démocratie naissante ne peut remplir.

Le gâchis écologique du "développement par le bœuf"

Sous l'impulsion des militaires au pouvoir (1964-1985), l'État a agi à travers de grands projets géopolitiques. Si le but premier ainsi visé, d'affirmer le rôle de l'État, de forger une conscience nationale et d'ouvrir le pays à la modernité (Becker, 1990) est atteint, ces grands projets sont très contestés en termes de production, de coûts sociaux, d'équilibre démographique et de défense des communautés amérindiennes. Le coût écologique de l'ouverture de routes et de fronts pionniers est très élevé. Le défrichement de l'Amazonie est ressenti comme un lamentable gâchis sans contre-partie productive.

Dans la politique de "colonisation" (les "fronts pionniers") qui est activement menée, tout concourt à un défrichement prédateur et accéléré (Aubertin et Léna, 1986). La législation rurale est incompatible avec la préservation de l'environnement. L'indicateur de mise en valeur pour la légalisation des titres de propriété se calcule non selon la surface mise en exploitation, mais selon l'importance de la surface défrichée. En l'absence de moyens techniques appropriés, le mode de production du colon repose sur la culture extensive sur

brûlis. La plupart des sols sont rapidement épuisés et ne sont plus aptes à supporter une activité agricole. Si le colon n'est pas contraint à vendre son lot, la plantation de pâturage pour l'élevage est alors la reconversion souhaitée. Car posséder un troupeau est un but d'élévation sociale conforme aux modèles culturels, un moyen aisé pour occuper le maximum de terre, et une bonne façon de se prémunir contre l'inflation par la détention d'un capital sur pied. Ces stratégies, incompatibles avec le maintien de la forêt, constituent cependant les meilleures réponses aux contraintes du milieu, au manque de force de travail, d'infrastructure et de moyens financiers (Léna, 1992).

Quant aux investissements agro-industriels attirés en Amazonie par d'importantes aides fiscales, ils n'ont guère permis que l'installation de grandes fazendas d'élevage. La forêt amazonienne disparaît sous la patte du bœuf.

La remise en cause de l'exploitation de l'Amazonie par l'extension des routes et des fronts pionniers accompagne la critique d'un développement fondé sur la prédation des ressources. Les organismes internationaux qui défendent les droits des indiens se retrouvent côte à côte avec les militants écologistes. Sur le modèle de la réserve indigène, une idée fait son chemin, celle de la réserve extractiviste.

Chico Mendes

Un homme extraordinaire va, au prix de sa vie, rassembler et concrétiser les aspirations à un autre modèle de développement.

Chico Mendes est le fils d'un *seringueiro* nordestin de l'Acre. Il échappe à l'analphabétisme grâce à sa rencontre avec un militant communiste, réfugié à la frontière de la Bolivie, qui lui apprend à lire, lui fait écouter la radio et lire les journaux. *Seringueiro* lui-même, il essaie d'échapper au monopole des patrons et, grâce à l'appui de l'Église, organise le syndicat régional des travailleurs ruraux. Depuis la fin des années soixante-dix, la situation des *seringueiros* est désastreuse. Il n'y a plus de monopole

d'État sur le caoutchouc ; les politiques d'aides de la SUDAM¹, les programmes Polamazônia et Polonoroeste², l'ouverture et le goudronnage de la route reliant Cuiabá-Porto à Porto Velho jusqu'à Rio Branco, tout concourt à la destruction de la forêt. Les patrons vendent leurs terres qui se transforment en lotissements ou en grandes propriétés d'élevage. Les *seringueiros* sont alors dépossédés, oubliés, dans des transactions où la forêt recule devant les tronçonneuses et la spéculation foncière. Les usines de traitement du caoutchouc ferment. Avec l'avancée des routes, les terres utilisées depuis un siècle par les *seringueiros* brûlent.

En 1976, Chico Mendes organise les premières manifestations pacifiques contre les déboisements : les *empates*, où les familles de *seringueiros* font face aux ouvriers chargés d'ouvrir les champs des grandes fazendas. Continuellement menacé par les hommes de mains des *fazendeiros* locaux, sa renommée s'étend quand il se présente aux élections législatives de l'Acre aux côtés du PT, le Parti des Travailleurs, dirigé par le syndicaliste Lula da Silva.

En 1985, à Brasília, le *Conselho nacional dos seringueiros* (CNS) est créé. À l'occasion d'un *empate* organisé pendant une visite d'inspection des travaux de la route Porto Velho-Rio Branco par une commission des Nations Unies en janvier 1987, Chico Mendes trouve des interlocuteurs pour dénoncer les dommages causés par la construction de la route sur la forêt. Tout va alors très vite. Invité aux États-Unis, soutenu par les mouvements écologistes américains, il prononce une conférence devant le Sénat qui conduira à l'arrêt des financements de la Banque Inter-américaine de Développement (BID). Son combat est popularisé par les médias internationaux qui voient, dans les rapports que le *seringueiro* entretient avec la forêt, une solution pour une mise en valeur "durable" de l'Amazonie. Des chercheurs interviennent alors dans le débat. Des études montrant la rentabilité d'une exploitation des produits non ligneux de la forêt sont publiées par des botanistes (Peters, Gentry, Mendelsohn, 1989). Des

controverses se développent au Brésil. Alors qu'Alfredo Homma (1989) ne voit aucun avenir pour l'extractivisme, Mary Allegretti (1990) a tendance à y voir une solution pour toute l'Amazonie.

Chico Mendes sait se saisir du discours écologiste pour revendiquer une réforme agraire : *seringueiros* et indiens luttent ensemble pour la défense de la forêt qu'ils occupent et utilisent de manière non prédatrice, en harmonie avec la nature ; ils s'opposent à ceux qui veulent dévaster les forêts et les expulser (CNS, 1989). La caricature du *seringueiro* tueur d'indiens, prédateur d'une forêt à laquelle il est asservi et dont il ne connaît rien, cède le pas à une autre caricature : celle du champion du développement durable, vivant en pleine harmonie avec une nature généreuse.

Un contexte international et national favorable à l'écologisme

Les politiques brésiliens étaient déjà sensibles aux pressions internationales. Des plans de développement, intégrant les nouvelles préoccupations environnementales, ont vite été proposés aux bailleurs de fonds et ont pris le relais du Polonoroeste. Ils ont été à nouveau financés en grande partie par la Banque Mondiale. Leurs intitulés accusent les nouvelles préoccupations : le Proagro (programme de développement agro-environnemental de l'État de Mato Grosso) et le Planafloro (plan pour le développement agricole, forestier et de l'élevage du Rondonia). Le Planafloro, élaboré en 1986, a pour fonction de créer des unités de protection de l'environnement dans les États et les municipalités, d'appuyer les communautés indigènes, de créer des réserves extractivistes, et d'intensifier la production dans les zones déjà défrichées. En 1987, l'éphémère ministre de la Réforme agraire évoque des projets autour d'activités d'extractivisme. En 1988, le PMACI (projet de protection de l'environnement et des communautés indigènes) est présenté à la BID pour la reprise du goudronnage de la route Porto Velho -Rio Branco.

En septembre 1988, à l'issue du séminaire "Planification et gestion du processus de création de réserves extractivistes en Amazonie", la déclaration de Curitiba, ville du sud du Brésil à quelques 4 000 km de Manaus, marque l'affirmation de la "société civile" dans les projets de mise en valeur de l'Amazonie. Les institutions et associations signataires de la déclaration sont des instituts universitaires, des syndicats de travailleurs ruraux, des instituts forestiers, des représentants de l'Église, des associations indigénistes et le *Conselho nacional dos seringueiros* (Carta de Curitiba, 1988).

Sur le terrain, cependant, l'évolution est autre. Chico Mendes est assassiné devant chez lui en décembre 1988 par les hommes de main d'un *fazendeiro* de la région de Xapuri. Sa "mort annoncée" secoue l'opinion publique internationale. Le gouvernement brésilien doit prendre position et le processus s'accélère.

Le programme *Nossa Natureza*, Notre Nature, est lancé en 1989 par le gouvernement Sarney après une polémique sur le taux de déboisement avec la Banque mondiale : 10 % de la forêt amazonienne aurait déjà été déboisée. L'Institut brésilien de

l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (IBAMA), est créé en 1989 sur les décombres de l'Institut de développement forestier (IBDF), de la Surintendance pour le développement de la pêche (SUDEPE), de la Surintendance de développement de l'hévéaculture (SUDHEVEA) et du Secrétariat pour l'environnement (SEMA). Signe d'un grave problème de définition, cette instance verra défilé à sa direction une douzaine de présidents en moins de cinq ans...

Le décret donnant le cadre juridique de la réserve extractiviste est émis le 30 janvier 1990 avant que le président Sarney ne quitte le pouvoir. Quatre réserves sont déclarées en 1990, cinq autres le seront en 1992. Ces neuf réserves rassemblent 28 500 personnes sur 2 200 000 hectares (Tableau 2). Sur les cartes, on voit se multiplier des taches représentant des réserves extractivistes sans que leur statut soit bien explicite. À côté des neuf réserves, il existe également des projets de colonisation à composante extractive³ encadrés par l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA), ainsi que des projets encore en discussion. Comme pour les réserves indi-

NOM	SITUATION	SUPERFICIE (ha)	POPULATION ESTIMÉE	PRINCIPALES RESSOURCES
Alto Juruá	Acre	506 186	6 000	Caoutchouc
Chico Mendes Xapuri	Acre	970 570	7 500	Noix du Brésil, Huile de Copaíba, Caoutchouc
Rio Cajari	Amapa	481 650	5 000	Noix du Brésil, Caoutchouc, Palmier Açai, Huile de Copaíba,
Rio Ouro Preto	Rondonia	204 583	3 410	Noix du Brésil, Huile de Copaíba, Caoutchouc
Pirajubaé	Santa Catarina	1 444	1 000	Poissons, mollusques et crustacés
Ciriaco	Maranhão	7 050	1 150	Palmier Babaçu
Extremo norte do Est. de Tocantins	Tocantins	9 280	2 000	Palmier Babaçu, Pêche
Mata Grande	Maranhão	10 450	1 500	Palmier Babaçu, Pêche
Quilombo do Frexal	Maranhão	9 542	900	Palmier Babaçu, Pêche
TOTAL		2 200 755	28 460	

Tableau 2 - Réserves extractivistes. Source IBAMA/CNPT, 1994.

1. Surintendance de développement de l'Amazonie, créée en 1966.

2. Programmes de développement de l'Amazonie et du Nord-Ouest.

3. Ces PAE sont au nombre de 10 et regroupent dans les États d'Acre, d'Amapa et d'Amazonas une population de 15 000 personnes sur 900 000 hectares.

gènes, le décret de création d'une réserve extractiviste ne signifie pas pour autant que cette réserve soit juridiquement délimitée. À Xapuri, dans la plus ancienne des réserves, les anciens propriétaires ne sont pas encore totalement expropriés. Sur la carte du Rondonia, certaines réserves sont quadrillées par des lignes de colonisation semblables à celles qui caractérisent les lots des fronts pionniers.

Le Sommet de la Terre en 1992, Rio 92, est l'occasion pour le Brésil de se déclarer souverain pour défendre son environnement. Le développement durable se propose de concilier la conservation des ressources naturelles avec les besoins du développement économique. Et, comme la politique de l'environnement semble concerner en premier lieu l'Amazonie, en 1993 le nouveau ministre de l'Environnement et de l'Amazonie est confié à un brillant diplomate, Rubens Ricupero, qui quitte ce poste six mois plus tard pour devenir ministre de l'Économie.

Définitions et attentes

Le concept de réserve extractiviste sert de support à des représentations très sensiblement différentes.

De la réforme agraire à la conservation du milieu

Pour Chico Mendes et le CNS, « la réserve extractiviste est la réforme agraire des *seringueiros*, mais aussi une forme de préservation de la nature par ceux qui en dépendent et une alternative économique (viable) pour l'Amazonie » (CNS, 1989).

Pour l'IBAMA, à qui est confiée la gestion des réserves extractivistes : « Les réserves extractivistes sont des espaces territoriaux destinés à l'exploitation durable et à la conservation des ressources naturelles renouvelables pour la population extractiviste. [...] Le pouvoir exécutif créera des réserves extractivistes dans des espaces territoriaux jugés d'intérêt écologique et social. [...] Sont espaces territoriaux jugés d'intérêt écologique et social les zones qui possèdent des caractéristiques naturelles ou exemplaires de biotope qui rendent possible

son exploitation durable sans porter préjudice à la conservation du milieu » (décret n° 98.897 du 30/01/90).

Le département qui traite des réserves extractivistes au sein de l'IBAMA se nomme le CNPT (Centre national pour le développement durable des populations traditionnelles). Le CNPT définit la population traditionnelle comme une communauté qui, par tradition ou par culture, tire sa subsistance de l'exploitation de biens naturels renouvelables. Cette définition n'est donc pas spécifique à la population amazonienne.

Pour les ONG et les scientifiques, écologues et sociologues, qui appuient cette expérience, la réserve extractiviste est un lieu d'expérimentation sociale. Si certains y voient l'alliance de la lutte de classe et du combat écologique (Arnt, 1994), la réserve extractiviste est présentée avec plus de nuances comme une innovation en termes d'organisation sociale et d'occupation de l'Amazonie, car elle modifie deux comportements que les Brésiliens entretenaient jusque-là avec leur territoire.

En premier lieu, elle modifie les rapports à la propriété privée. Elle s'oppose à la spéculation et à la concentration foncières telles qu'on les observe sur les fronts pionniers amazoniens. Les terres appartiennent à l'État brésilien qui en donne l'usufruit à une communauté. On peut parler d'expérimentation sociale dans la mesure où les populations devront inventer un mode de gestion concertée pour valoriser les ressources naturelles.

En second lieu, elle est censée modifier les relations de l'homme avec la nature et s'opposer à l'occupation prédatrice de l'Amazonie. Elle doit permettre une activité économique viable dans un système où la forêt n'est plus considérée comme un capital à consommer, mais comme un fournisseur de biens et services. L'objectif est d'y assurer la gestion et la conservation des ressources naturelles renouvelables (Pinton, 1994).

La réserve extractiviste est présentée comme un exemple de développement régional susceptible d'offrir un autre modèle de mise en valeur de l'Amazonie. Elle est supposée per-

mettre la sauvegarde de la biodiversité et de la sociodiversité. Les populations "traditionnelles" de l'Amazonie : *seringueiros*, indiens, *caboclos*, forment cette sociodiversité que l'on re-découvre (Becker, 1993).

Les mots-clés de l'écologie sont ainsi prononcés : biotope, biodiversité, ressources naturelles renouvelables...

Un manuel d'ouverture de réserve

Le processus à suivre pour demander l'ouverture d'une réserve extractiviste est assez simple. Un formulaire du CNPT indique sur trois pages la marche à suivre. Le dossier doit comporter une carte indiquant la limite de la future réserve et la localisation des ressources naturelles existantes. Les espèces doivent être identifiées, les quantités susceptibles d'être produites doivent être évaluées et des perspectives de commercialisation proposées. Un recensement socio-économique de la population et quelques photos illustrant les aspects physiques et anthropologiques de la région sont demandés. Enfin, le maximum de documents juridiques doit être réuni ainsi que la demande signée de la communauté et des textes relatant les éventuels conflits. Un paragraphe est consacré à l'appui que peuvent apporter les organisations non gouvernementales comme les syndicats, les diocèses, les universités, les représentants de la société civile...

LES DIFFICULTÉS DE MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre des réserves extractivistes rencontre de grandes difficultés liées à la faiblesse de leur base économique, aux difficultés pour le *seringueiro* de se reconnaître dans l'image qu'on lui propose, aux perversions que crée le modèle du développement durable.

Quelle base économique ?

Nous avons vu qu'en 1985, la plupart des produits de l'extractivisme sont en déclin : les espèces exploitées sont de moins en moins nombreuses à chaque recensement de l'Institut brésilien de géographie et de sta-



Photo 1 : Lago do Roque, Carauari. État d'Amazonas (Future réserve extractiviste ?)
Intérieur d'une maison.

tistique (IBGE), à chaque statistique publiée par le service de la Banque du Brésil chargé du contrôle des exportations (CACEX) (tableau 1). Les mythiques grands patrons ont su diversifier leurs activités. À Manaus, la firme de l'ancien "roi de l'Amazonie", Isaac Saaba, ne réalise plus que 5% de son chiffre d'affaires avec l'extractivisme. Son concurrent de toujours, Benjamin Benzecry, de la Comercio, Industria e Exportação Ltda (CIEX), a quant à lui fortement investi dans la Zone franche.

Les marchés de l'extractivisme sont instables et étroits. Les produits stratégiques ont depuis longtemps été remplacés par des produits de synthèse. Les sources d'approvisionnement se sont diversifiées. Le Brésil ne possède plus de monopole ni d'avantages comparatifs. Les quantités exportées sont peu importantes et les recettes, bien que non négligeables, sont réduites. Sans doute la situation est-elle plus prometteuse sur les marchés de proximité, en particulier pour les produits alimentaires, mais l'on dispose de peu de données.

Il existe certainement de nombreux produits à découvrir et à exploiter, qui pourraient se révéler importants dans les nouveaux jeux de la marchandisation de la bio-

diversité. Les laboratoires pharmaceutiques poursuivent leurs recherches, mais l'on voit mal à court terme quelle place pourrait occuper les travailleurs de l'extractivisme dans cette course au contrôle des ressources naturelles.

Le caoutchouc à l'abandon

Le cas du caoutchouc, le plus classique et aujourd'hui encore principal produit de l'extractivisme, est éloquent. Les projets de création de réserves extractivistes naissent au moment où les patrons du caoutchouc se désintéressent du produit. Les cours fixés par le gouvernement, bien que très fortement subventionnés, sont très bas ; les aides à l'hévéaculture qui avaient fait les beaux jours des patrons lors des expériences de réintroduction de l'hévéa en plantation (trois Programmes pour le caoutchouc, les plans PROBOR entre 1972 et 1984) sont supprimées après quelques scandales de corruption et un échec quasi général. La Surintendance fédérale chargée du développement du caoutchouc (SUDHEVEA) est dissoute en 1986 et le secteur pratiquement abandonné.

Les barons se désintéressent donc du caoutchouc. Il n'existe aujourd'hui plus qu'une seule usine de traitement en fonc-

tionnement dans l'État d'Amazonas. Il y en avait encore quatre en 1991. L'exploitation du bois supplante la collecte des produits de la forêt. L'exode rural est important. Dans l'État de l'Acre, la construction des nouvelles routes carrossables valorisent les terres pour d'autres activités que la saignée de l'hévéa.

Hévéas sylvestres contre hévéas plantés

Quel est aujourd'hui au Brésil, la situation du marché du caoutchouc ?

Depuis 1951, le Brésil doit importer du caoutchouc. Alors que les industriels brésiliens, qui ont réussi à synthétiser le caoutchouc dès 1962, couvrent pratiquement leurs besoins en caoutchouc synthétique, les producteurs de caoutchouc naturel ne répondent qu'à 21% de la consommation nationale (tableau 3). Encore faut-il considérer que la production nationale de caoutchouc naturel n'est pas le fait des *seringueiros* amazoniens saignant les arbres natifs, mais bien au contraire le fait d'entreprises ou de grands planteurs du Centre-Sud dépendants pour la plupart des industries de pneumatiques, qui, hors Amazonie, en dehors de toutes subventions, ont réussi à acclimater l'hévéa sans trop avoir à souffrir de la maladie de la chute des feuilles. Jusqu'au début du siècle, seule l'Amazonie produisait du caoutchouc naturel. La proportion de caoutchouc naturel due à l'entrée en activité des plantations non amazoniennes ne fait que s'accroître. Elle était de 25% dès 1986, de 50% en 1990, elle atteint aujourd'hui les 80%. Les chiffres sont sans pitié : si le *seringueiro* "moyen" collecte environ 500 kg de caoutchouc par an sur des chemins qui parcourent 300 ha, 1 seul hectare d'hévéas en plantation peut fournir 1 500 kg par an.

La production nationale de caoutchouc naturel peut se développer et se substituer aux importations. Mais ce large marché semble déjà gagné par l'hévéaculture industrielle, souvent sous contrat avec les industriels, qui offre un produit de meilleure qualité, homogène, à un coût de production de plus en plus compétitif. La production de caoutchouc natif ne représente plus que

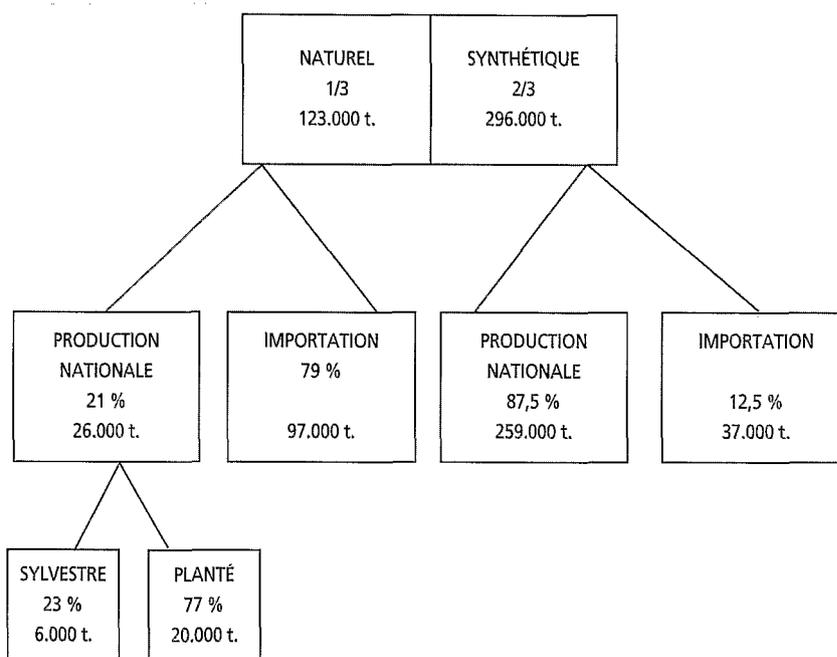


Tableau 3 : Consommation brésilienne de caoutchouc en 1992 (tonnes). Source : à partir des données du DECOM/DIBOR/IBAMA.

4,8 % de la consommation de caoutchouc naturel brésilien en 1992 (tableau 3).

On voit mal comment relancer le caoutchouc en Amazonie après l'échec des plans Probor, les problèmes phytosanitaires que la recherche n'a pu résoudre, et en l'absence d'un marché porteur. Car le problème est bien d'identifier un marché pour un caoutchouc cher, produit loin des centres de transformation, fourni en multiples petites quantités et de qualité peu homogène.

Une meilleure qualité sans marché

Les promoteurs des réserves extractivistes, au sein de l'IBAMA, estiment que la réactivation du secteur doit passer par un meilleur prix assuré au producteur. Le gouvernement fixe en effet trois types de prix : le prix de base que le patron est censé payer au *seringueiro* et qui représenterait l'équivalent d'un salaire minimum, le prix régulateur payé par les usines de premier traitement à l'intermédiaire, le prix de commercialisation que les industriels payent aux usines de premier traitement. Le blocage serait ici : les prix ne sont pas assez élevés

pour tous les intermédiaires, le producteur devrait directement offrir un produit aux grandes industries et se débarrasser du patron. Or, les industriels rechignent à acheter le caoutchouc directement aux producteurs. Ils invoquent la mauvaise qualité du produit pour tourner leur obligation d'acheter le produit national et préfèrent importer.

Le caoutchouc dont ont besoin les usines de pneumatiques doit subir une première transformation, sinon il est hors normes, *fora de especificação*. Il est impossible de donner le certificat de qualité exigé par les industriels pour des petites quantités. De multiples projets visent cependant à offrir directement aux industriels du pneumatique des produits de meilleure qualité et plus homogène. La boule de caoutchouc, *bola*, ne doit plus être constituée longuement par coagulation autour d'une broche sur le feu. Des spécifications sont créées : en 1976 le label de la *cernambi virgem prensada* (CVP ; le latex est pressé), puis de la *cernambi virgem prensada defumada* (CVPD) et de la *folha fumada brasileira* (FFB ; le latex est pressé et fumé). Des opérations

sont menées : en 1981 le projet "mini usines" avec 47 usines construites... Le dernier avatar de cette démarche est le projet *placa bruta* que l'IBAMA met en place dans la réserve de Xapuri : 107 kits ont déjà été distribués aux adhérents de la coopérative pour promouvoir cette nouvelle technique de préparation du caoutchouc : sceau, formes pour les plaques, rouleau pour presser, acide acétique pour coaguler, scie et clous pour construire la hutte de fumage.

De fait, les prix s'alignent sur la qualité la plus basse. En l'absence d'une réorganisation de la commercialisation, *bola*, CVP ou FFB sont achetées au *seringueiro* au même prix par le patron. Le dernier projet, *placa bruta*, est fortement encadré par l'IBAMA et par la coopérative de Xapuri. La production est entièrement écoulée par les circuits de l'IBAMA sur un marché protégé.

Car le principal problème reste la commercialisation. Le syndicat des *seringueiros* affirme son indépendance par rapport aux anciens patrons. Or la collecte des *bolas* au bord des fleuves, la transformation et la fourniture aux usines dépendaient essentiellement d'eux. Comment imaginer un nou-

veau marché en dehors de ses patrons, de ses intermédiaires et de ses réseaux traditionnels, pour un produit fortement subventionné depuis plus de 50 ans et de plus en plus concurrencé par les plantations créées par les industriels acheteurs eux-mêmes ? Car aujourd'hui les industriels possèdent leurs propres plantations, en dehors de l'Amazonie.

À noter qu'au sein de l'IBAMA, ce ne sont pas les départements "productifs" qui traitent des réserves extractivistes, mais le CNPT (Centre national pour le développement durable des populations traditionnelles). La rentabilité économique semble secondaire par rapport aux préoccupations socio-écologiques.

Identité et société civile

Les réserves extractivistes sont nées de la rencontre de l'action des collecteurs de caoutchouc pour faire reconnaître leurs droits sur les terres avec les actions des mouvements écologistes internationaux qui ont su imposer le label du développement durable aux projets des organismes internationaux.

La revendication de réserve extractiviste est une expression de la grande fra-

PRODUITS DE L'EXTRACTIVISME PRÉSENTS SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL

Produit exporté	Nom brésilien	Espèce botanique	Mode de collecte parties utilisées	Utilisation
Noix du Brésil	Castanha do Pará	<i>Bertholletia excelsa</i> H.B.K	ramassage des graines	alimentation
Fèves de Tonka	Cumarú	<i>Dipteryx odorata</i> (Aublet) Willd.	ramassage des graines	parfumerie
Huile de Copaiba	Balsame de Copaiba	<i>Copaifera spp</i>	gommage oléo-résine	huile médicinale
Piassava	Piassaba	<i>Leopoldinia piassaba</i> Wall.	coupe gaines foliaires	fibres
Essence de Bois de rose	Oleo de Pau rosa	<i>Aniba rosaeodora</i> Ducke	abattage du tronc	huile essentielle
Chicle	Sorva	<i>Couma macrocarpa</i> Barb. Rodr.	abattage-saignée latex	gomme à mâcher
Balata	Balata	<i>Manilkara bidentata</i> (A. DC.) A. Chev.	abattage-saignée latex	gomme non élastique
Gutta-percha	Guta perca	<i>Manilkara spp</i>	abattage-saignée latex	gomme non élastique
Maçaranduba	Maçaranduba	<i>Manilkara huberi</i> (Ducke) Chev.	abattage latex	gomme non élastique

Source : d'après Emperaire L. et Lescure J.-P. (1994) Extractivisme et conservation de la biodiversité au Brésil.

D'après Journ. d'Agr. Trad. et de Bota. Appl., nouvelle série, Vol. XXXVI (1) 173-186.

gilité du statut du *seringueiro*. Quand le patron vend, ou abandonne, ses terres et donc les moyens de subsistance de son client, c'est la fin d'une longue relation de paternalisme. La perte du patron et de l'activité d'extraction crée l'illégalité de la situation foncière du *seringueiro* qui devient occupant sans titre d'une terre qui n'est pas la sienne, un vulgaire *posseiro*. Plus qu'un débouché pour son caoutchouc, il perd l'assurance d'une prise en charge de ses besoins moyennant l'éternelle reconduction de la dette. Plus que son activité économique, il a perdu le lien qui l'attachait à son patron, et finalement ses références et son identité. Il n'est plus client mais n'est pas prêt à assumer sa liberté pour autant.

La réserve extractiviste est aujourd'hui le modèle proposé pour faire aboutir des revendications sur les terres. Il peut paraître paradoxal que la "demande sociale" d'ouverture d'une réserve extractiviste survienne quand les activités d'extraction sont abandonnées et que les intéressés envisagent de devenir des agriculteurs-éleveurs. La demande de réserve extractiviste se confond avec une revendication foncière. Mais c'est l'IBAMA, instance chargée de la protection de l'environnement, qui se pose comme l'interlocuteur officiel des *seringueiros* et non l'INCRA, l'Institut national de colonisation et de réforme agraire, chargé des questions de régularisation foncière et de production agricole.

L'IBAMA, les ONG écologistes proposent des réserves "clés en mains". Il n'est pas besoin de caricaturer beaucoup pour avancer qu'avec la réserve sont également fournis le discours écologique, l'organisation traditionnelle du travail et de la pratique de la vie collective. Le parallèle avec les conditions de délimitation des réserves indigènes gérées par la FUNAI est évident.

On comprend bien les difficultés que les *seringueiros* rencontrent pour ressembler à l'image "prête à l'emploi" qu'on leur offre. Bien qu'ils aient su, avec une déconcertante rapidité, mettre en avant la conservation de la biodiversité pour défendre

leurs droits civiques ou l'appropriation collective des terres pour défendre leurs droits fonciers, il n'en reste pas moins qu'ils ont du mal à accepter la mise en œuvre du "com-

munisme primitif" que l'Église et les mouvements syndicaux veulent leur imposer. Car, au nom de principes religieux ou politiques, c'est une organisation sociale uto-

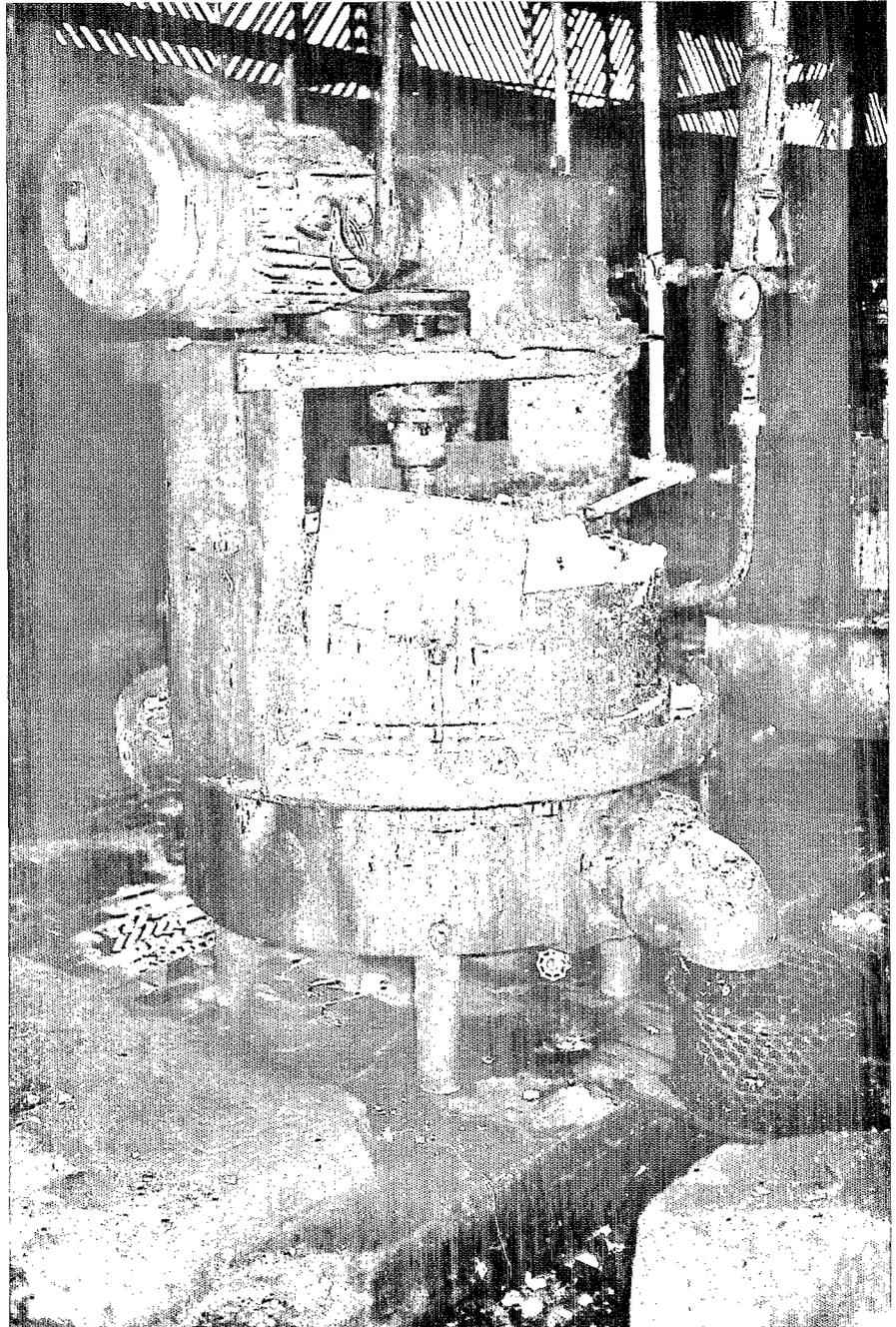


Photo 2 : Industries d'exportation des produits de l'extractivisme (Manaus, État d'Amazonas). Lavage et trituration de la *serwa* qui sera exportée au Japon pour la fabrication de chewing-gum.

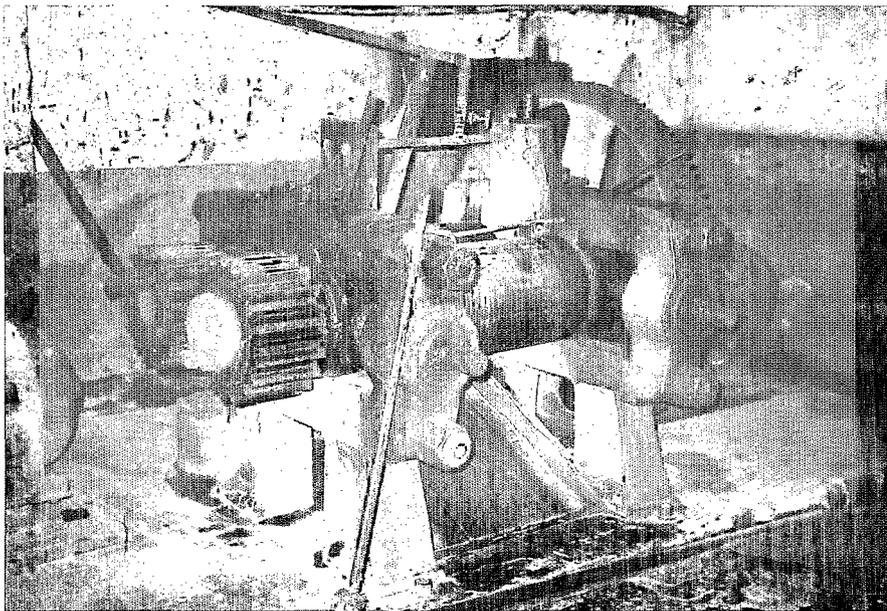


Photo 3 : Traitement du caoutchouc : machine à laminer (Manaus, Etat d'Amaronas).

pique, fondée sur l'absence de propriété privée et où les fruits du travail sont partagés en fonction des besoins de chacun, dans le respect de l'environnement, qui est proposée. Le modèle écologiste du Paradis terrestre se confond alors avec une vision mythique du mode de vie des Amérindiens, il n'y a pas si longtemps encore, objet de répulsion.

On peut être sûr que ces positions, difficilement tenables, évolueront et déboucheront sur des propositions plus réalistes. Mais, la prise en charge d'un espace suppose une capacité de mobilisation collective. Il ne faut pas oublier que les regroupements de *seringueiros* sont des créations récentes encore fragiles et que suite à de nombreuses années d'asservissement aux patrons, les familles n'ont qu'une faible pratique des luttes communautaires et des notions précaires de valorisation et de gestion à long terme des ressources. La difficulté de l'opération, en terme d'apprentissage social, pour une population peu instruite, exige un encadrement important. Bien qu'il existe des différences significatives d'une communauté à l'autre, qui s'expliqueraient par la présence d'un leader plus impliqué et persuasif, la cohésion sociale est à renforcer pour

garantir le fonctionnement des systèmes de production (Aubertin et Pinton, 1993).

Les perversions du développement durable

Au nom du développement durable, plusieurs dérives peuvent être observées : la création de mythes figés, la reconnaissance de droits légitimée par une rentabilité économique, la création d'enclaves.

Une vision trop rigide de l'extractivisme

Nous avons vu dans une première partie que la définition de l'extractivisme laissait à désirer. C'est pourtant la définition la plus rigide qui a présidé à l'instruction des premiers dossiers. Dans les réserves, le but est de recréer des conditions idéales de conservation de l'écosystème, comme si les réserves extractivistes devaient être confondues avec des parcs naturels. Le mythe d'une nature prodigue que l'on doit laisser en l'état conduit à freiner les expériences d'adaptation culturelle.

Élevage, agriculture commerciale et exploitation forestière sont très sévèrement réglementés. Seules l'agriculture de subsistance et la pêche sont admises comme éléments annexes d'un système de production centré sur la ressource naturelle. Alors que

le recueil du latex est toujours encouragé malgré des marchés très improbables, la diversification des plantes mises en culture pour permettre une forme d'agroforesterie ne se met en place que lentement.

Quant à la composante humaine de l'écosystème, elle est censée n'avoir aucune action prédatrice sur son environnement et gérer collectivement les ressources naturelles. Cette hypothèse s'accorde mal avec les enseignements de l'histoire des travailleurs de l'extractivisme.

Le développement durable pris en charge par les éco-marchands

Le "peuple de la forêt" ne dispose pas de l'autonomie nécessaire pour mettre en œuvre des pratiques de développement durable, qui impliqueraient à la fois une utilisation non prédatrice du milieu et une garantie de rentabilité économique. Les associations qui prétendent aider le "peuple de la forêt" à vendre ses produits s'inscrivent d'emblée dans la lignée de ces relations paternalistes et se substituent, parfois involontairement, aux anciens patrons.

Il est frappant de constater que les expériences concrètes se réclamant du déve-

loppement durable, sont en grande partie le fait d'entreprises marchandes, comme la société de cosmétiques Body Shop (Roddick, 1992) et Cultural Survival Entreprises, qui traitent directement avec des "communautés". On trouve également les multiples associations caritatives internationales et les ONG qui soutiennent les réserves extractivistes en organisant la commercialisation de la production. Ainsi, trouve-t-on des noix du Brésil provenant de la réserve de Xapuri et commercialisées en Italie sous la marque "Chico Mendes Vive" et des après-shampooing à l'huile de noix du Brésil récoltés par les indiens Kayapo.

Pour les produits de la forêt, si l'on ne tient pas compte des petits marchés locaux de produits alimentaires, il n'existe guère que deux types de marchés : les anciens marchés qui reposent sur les circuits de l'*aviamento* régis par les patrons-exportateurs et dont les responsables des réserves extractivistes ne veulent plus entendre parler, et les nouveaux marchés à prospecter : ceux qui jouent sur les labels "éco-produits".

Les produits de l'extractivisme ne sont pas stratégiques et n'ont pas de grande valeur marchande... à moins d'inclure dans le

prix du produit l'image de marque de l'extractivisme comme moyen de préserver la forêt. On crée alors un bien nouveau, un bien "écologique" dont la valeur repose non plus seulement sur l'usage mais sur la représentation que l'on se fait du produit, sur le sentiment plus ou moins fondé, de contribuer à sauver la forêt amazonienne. Les économistes connaissent bien le procédé qui consiste à inclure une part de rêve pour faire vendre un produit mieux et plus cher. L'entreprise y trouve un gain d'image, se place en situation de création de marché, avec un prix unitaire et donc un profit plus élevé.

La défense de la forêt amazonienne se confond ainsi avec la mise en place d'une stratégie commerciale. Elle est laissée à l'initiative des entreprises, dépendante de la logique marchande, alors que le débat sur le coût collectif, à supporter nationalement ou internationalement, pour préserver la forêt et permettre le maintien des populations n'a pas débouché sur des propositions concrètes.

Dans le modèle du développement durable, la viabilité économique est exigée. On a alors l'impression que les interactions entre les hommes et les milieux naturels doivent s'évaluer à la lumière du raisonnement économique. Pour avoir des chances d'être préservé, un écosystème doit être soit vide d'hommes – les parcs naturels peuvent se passer de la bénédiction du Marché –, soit rentable. Si l'écosystème est utilisé, il lui faut alors justifier de sa rentabilité, et de sa capacité à s'intégrer à un marché. La logique économique se substitue au souci de justice ou d'éthique (Corry, 1993). Les droits des travailleurs sur leurs terres, les droits d'une population de conserver ses ressources, ses traditions et son cadre de vie doivent, pour être mieux défendus, s'appuyer sur des études de marché.

On ne peut manquer d'être mal à l'aise devant la devise inscrite sur les vitrines des boutiques Body Shop : *Nous croyons fermement que l'entreprise est une force d'évolution sociale.*

Un nouveau zonage de l'espace

Les écosystèmes soumis aux expériences de développement durable sont

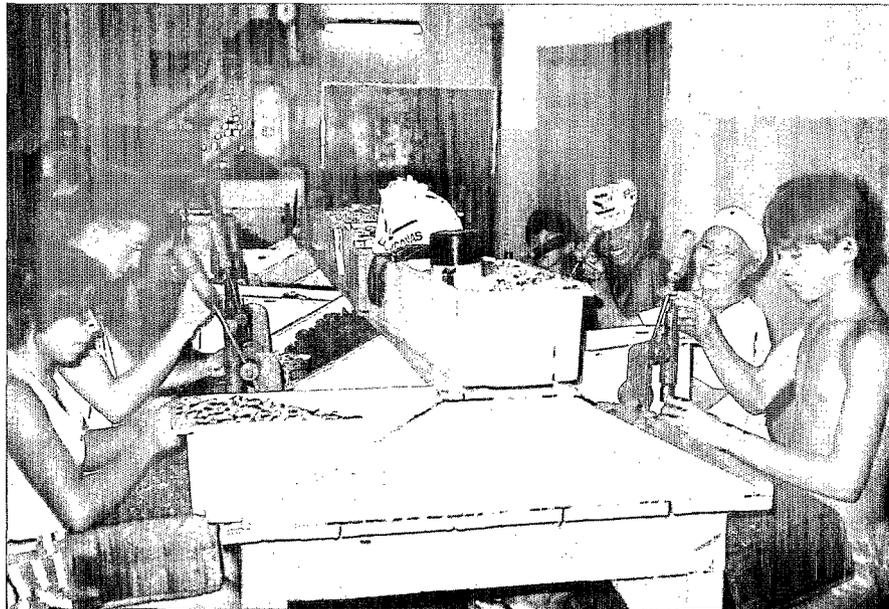


Photo 4 : Usine CIEX à Manaus, État d'Amazonas : décorticage des noix du Brésil.

déconnectés de l'espace national et rattachés à l'espace international.

Ces opérations voulant rentabiliser l'écologie ne sont pas insérées dans l'économie régionale. S'il y a questionnement en termes de site, de ressources, de terroirs, il y a aussi tendance à isoler le milieu considéré de l'espace socio-économique régional. Ce développement durable se traduit géographiquement par des espaces atomisés sans retombées régionales (Aubertin et Pinton, 1993).

Si ces enclaves sont déconnectées du territoire national, elles sont en revanche directement en prise sur l'espace international, "adoptées" dans une relation privilégiée par une ONG ou une entreprise. On voit mal comment ces espaces éclatés, en relation directe avec le monde industriel mais sans assise régionale ou nationale, soumis aux mouvements affectifs de consommateurs et à la logique marchande, pourront contribuer à préserver les forêts tropicales (Becker, 1993 ; Corry, 1993).

UNE SOLUTION BIEN IMPROBABLE

Avec la promotion des réserves extractivistes, assistons-nous à un nouveau moment dans l'histoire de la mise en valeur de l'Amazonie ?

Les réserves extractivistes se démarquent des politiques d'occupation territoriales précédentes dans la mesure où elles témoignent du souci de préserver la forêt et un mode de vie préexistant. Elles relèvent cependant du même processus de planification qui consiste à projeter sur un espace et sa population les représentations des décideurs. En cela, les réserves extractivistes apparaissent comme des espaces en mutation, toiles de fond de profondes recompositions sociales autour des problèmes fondamentaux de l'Amazonie brésilienne : les enjeux territoriaux (Léna, 1992).

À vouloir créer des espaces réservés, les responsables des réserves tentent de reconstruire le Paradis perdu, indépendamment des réalités économiques et sociales vécues par les travailleurs de l'extractivisme. Les colons des fronts pionniers ont peiné

pour devenir les hommes nouveaux qu'on leur proposait d'être, les *seringueiros* doivent se reconnaître sous les traits des défenseurs de la Nature...

L'avenir de l'extractivisme doit pouvoir s'envisager en dehors des réserves, comme un complément de revenu pour le petit producteur, comme un ensemble de production destiné au marché local, comme une activité qui, sous certaines conditions, permet une occupation et une utilisation non prédatrices de la forêt amazonienne.

Il est bien sûr trop tôt pour faire le bilan du fonctionnement des premières réserves. Pourtant, leur impact en termes de population et de superficie concernées reste marginal et expérimental et ne s'oppose pas à l'avancée des fronts pionniers. Il n'y a pas de réserves dans les plus grands États amazoniens que sont l'Amazonas et le Para. Les institutions chargées de leur mise en œuvre ne semblent pas disposer de pouvoir de décision et d'action suffisants face aux dirigeants locaux et à la poursuite des politiques nationales d'intégration et de colonisation. Le terme même de réserve a de quoi inquiéter : s'agit-il d'une exception, très limitée dans l'espace, à la poursuite d'un mouvement d'occupation non soucieux de la préservation des ressources de la forêt amazonienne ? Que représente l'ouverture d'une réserve face au gigantesque complexe minier de Carajas ou à l'occupation des frontières réalisées par le projet militaire Calha Norte ? La réserve extractiviste, si elle propose un nouveau modèle d'occupation, ne peut constituer une solution suffisante à la préservation et à la valorisation des ressources de la forêt.

(Article reçu le 4 octobre 1994).

Références

Allegretti, M. H. (1990). *Extractiviste Reserves : An Alternative for Reconciling Development and environmental Conservation in Amazonia*, Anderson A. (ed.), Alternatives to Deforestation : Steps Toward Sustainable Use of the Amazon Rain Forest. Columbia Univ. Press, 253-264.

Arnt, R. (ed.) (1994). *O destino da floresta : reservas extrativistas e desenvolvimento sustentavel na Amazônia*, Rio de Janeiro, Relume-Dumara. 276 p.

Aubertin C. (1993). Extractivisme végétal et préservation de la forêt amazonienne, *Cahiers du Brésil contemporain*, n°21, 21-37.

Aubertin C. et Léna P. (Éditeurs scientifiques) (1986). Frontières : mythes et pratiques, *Cahiers des Sciences humaines*, 22 (3-4).

Aubertin C. et Pinton F. (1993). *Rapport de mission à Carauari (AM) : le pouvoir local face à l'exploitation des ressources naturelles*, Programme INPA/ORSTOM : Extractivisme en Amazonie centrale, Contrat UNESCO, 19 p. mimeo.

Becker B. (1990). *Fronteira amazônica : questões sobre a gestão do território*, Brasília, Editora UnB, 219 p.

Becker B. (1993). *A Amazônia pos ECO-92 : Por um desenvolvimento regional responsável* Bursztyn M. (org) - Para pensar o desenvolvimento sustentavel, São Paulo, Brasiliense p. 129-143.

Carta de Curitiba (1988). *Seminário : Planejamento e gestão do processo de criação de reservas extrativistas na Amazônia*, Instituto de estudos amazônicos, Curitiba, 12-16 setembro 1988.

CNS, Conselho nacional dos seringueiros, Sindicato dos trabalhadores rurais de Xapuri, Central unica dos trabalhadores (CUT) (1989). *Chico Mendes*, 36 p.

Corry S. (1993). The rainforest harvest : Who reaps the Benefit ? *The Ecologist*, 23, (4), juillet/août 1993 , 148-153.

Diario Oficial (1990). *Decreto n° : 98.897 de 30 de Janeiro de 1990. Dispõe sobre as reservas extrativistas*, Brasília

Ferreira de Castro (1988). *Forêt vierge*, (traduction de Blaise Cendrars), Grasset, Les Cahiers rouges, n° 95, Paris, 286 p.

Geffray C. (1992). Marchés captifs et dette fictive, le caoutchouc en Amazonie brésilienne occidentale, *Cahiers des Sciences humaines*, 28 (4), 705-725.

Homma A. (1989). *A extração de recursos naturais renováveis : O caso do extrativismo vegetal na Amazônia*, Tese de doutorado, Universidade federal de Viçosa.

Léna P. (1992). Expansion de la frontière économique, accès au marché et transformation de l'espace rural en Amazonie brésilienne, *Cahiers des Sciences humaines*, 28 (4), 579-601.

Peters C., Gentry A. et Mendelsohn R. (1989). Avaliação de uma floresta tropical úmida na Amazônia, *Pará Desenvolvimento*, n° 25, Jan/dez, 1989, 91-94. traduit de la revue *Nature*, 339 (6227), 655-6. jun. 1989.

Pinton F. (1994). De la collecte prédatrice à la gestion concertée, *Écodécision*, n° 13, juillet 1994, 53-57.

Pinton F. et Emperaire L. (1992). L'extractivisme en Amazonie brésilienne - Un système en crise d'identité, *Cahiers des Sciences humaines*, 28 (4), 685-703.

Roddick A. (1992). The Body Shop : in search of the sustainable business, *Écodécision*, n° 7, décembre 1992, 71-73.

ABSTRACT : The extractivist reserves : An alternative means for Amazonian development ?

In the late 1980s, international ecologist lobbies and the rubber-tappers syndicate met to denounce Amazonian forest destruction. This gave rise to the extractivist reserve, an alternative means for Amazonian development, whereby forest people might be able to try out new sustainable social relationships and economic activities.

This paper brings to light the political construction of extractivist reserves and analyses their difficulty-ridden implementation. It shows how the representations between Man and Nature applied in the reserves ignore the history of extractivist labourers and the political and economic context of Brazil.